

ABONNEMENTS

FRANCE Un an. 6 fr.
ÉTRANGER 8 fr.

LE NUMÉRO :

FRANCE 10 centimes
ÉTRANGER 15 —

Aux Bureaux du Journal seulement

TÉLÉPHONE : PASSY 46-11

ANNONCES

aux Bureaux du Journal

LA FRANÇAISE

Journal de Progrès Féminin
PARAISANT TOUS LES SAMEDIS

Directrice-fondatrice :
Jane Misme

ABONNEMENTS

FRANCE Un an. 6 fr.
ÉTRANGER 8 fr.

LE NUMÉRO :

FRANCE 10 centimes
ÉTRANGER 15 —

Aux Bureaux du Journal seulement

ANNONCES

aux Bureaux du Journal

Les Françaises pendant la guerre. Ce qu'elles font. Ce qu'on fait pour elles.

Pendant la durée de la guerre
LA FRANÇAISE sera vendue au
n° 0.05 au lieu de 0.10.

Le secrétariat n'est ouvert que les lundis,
mardi, vendredi, de 3 à 5 heures.

La directrice reçoit le mercredi après-
midi.

Que fera-t-on des petits indésirés ?

Si nous avons posé cette question, ce n'est point, certes, pour ouvrir un débat de Cour d'Amour sur un problème scabreux. C'est parce que *La Française*, ayant constaté l'horreur du mal et dénoncé ses causes premières, se doit d'apporter aux victimes la parole de reconfort.

Combien sont-elles ? Combien d'enfants naîtront de leur malheur ? Nous n'en savons rien et nous pouvons espérer encore que l'étendue du désastre est restreinte.

Mais qu'importe le nombre ! Des femmes souffrent aujourd'hui d'une honte imméritée. Il faut vouloir qu'elles souffrent le moins et le moins longtemps possible. Il faut vouloir que leurs enfants n'en souffrent jamais. La maternité, quelle qu'elle soit, est sainte. Et quel qu'il soit, d'où qu'il provienne, l'enfant, irresponsable et sans défense, est sacré. Il faut que la mère fasse envers l'enfant son devoir de mère ; il faut que la famille et la société fassent leur devoir envers la mère et l'enfant.

Quelqu'un me dit : « Comment oser parler de devoir à des créatures si durement éprouvées ! » — Laissez ! La morale n'est point une loi de peine, mais une loi de miséricorde. Et c'est encore dans la pensée du devoir, dans l'accomplissement du devoir que se trouve le soulagement aux plus lourds chagrins. Nous supportons mieux la douleur d'un deuil, si une tâche nous reste envers le souvenir du mort. Les femmes à qui suppose, malgré elles, l'œuvre de vie, doivent trouver, dans cette œuvre même, un allègement à leur misère.

Laissez naître leurs enfants ; laissez-les leur s'écouler. Car, à moins de dépravation, une mère ne peut pas ne point aimer son enfant. Oubliions, supprimons le passant ennemi qui fut le père. Et que le cœur des femmes, que le cœur des hommes parents ou amis de la mère, que, au delà, le cœur de toute la France, adopte, au nom de la patrie, les petits nés de Françaises, sur le sol de France, et qui, en vérité, seront à nous, rien qu'à nous : Français, rien que Français.

On nous dit que, issus d'un crime ils deviendront des criminels, que, élevés dans la folie alcoolique, ils seront physiquement tarés. Qu'en sait-on ? Quel physiologiste oserait, se targuant d'une incertaine science, condamner l'un quelconque des êtres à venir, à la déchéance certaine ?

Concubus dans l'ivresse ? Il n'est pas besoin de l'alcool, pour que l'homme de chair é revienne aux gestes de la brute primitive. Issus d'un crime ? Je ne fais pas de différence, je l'avoue, entre le crime de la bête furieuse qui se satisfait violemment et passe, et le crime de la bête sournoise qui se satisfait par la séduction et sciemment se dérobe. Il reste des chances pour que l'enfant de l'une ait du sang meilleur que l'enfant de l'autre.

Néanmoins que ce sera du sang allemand, le sang d'une race que nous voyons aujourd'hui se manifester comme une race de proie et de mensonge.

Il n'y a pas de races fixes ; c'est la géographie, l'ambiance et l'éducation qui font la race.

Nous nous point, dans nos familles françaises, des Allemandes qui pourtant sont nées et qui ont grandi en

Allemagne, mais mariées à des Français et mères. Même en ces jours de haine, nous vient-il un instant à la pensée que, elles ou leurs enfants, ne sont point des nôtres ?

Donc, que les mères des petits indésirés relèvent la tête. Comme les soldats que les combats meurtrissent, c'est pour la patrie qu'elles auront souffert. Leur héroïsme, à elles, sera de donner à la France dépeuplée de nouveaux et de bons Français. Honte à ceux qui ne le comprendront point et qui oseront dire riez sur elles ou leurs enfants.

Aux victimes célibataires leur père, leur mère, toute la famille doivent l'assistance morale et matérielle. Si elles sont pauvres, l'Etat leur doit l'assistance matérielle ; non point l'aide infime et passagère que le service des Enfants secourus accorde aux mères abandonnées, mais une pension de guerre, pareille à celle que l'Etat donnera aux orphelins des veuves et des orphelins de la guerre de 1914 dont *La Française* vient de nous annoncer la fondation.

Tous ces « indésirés » abandonnés seront traités comme les orphelins nationaux. Les groupements locaux de « l'Association » auront pour mandat d'en assurer le placement sans indication d'origine, — tout comme les Français, — soit dans les orphelins comme celui d'Étretat, soit dans les familles, ainsi que nous l'avons déjà dit, sous la simple indication d'orphelins de la guerre.

Quel plus beau rôle social pour le cœur des Françaises.

Mais combien, sans cela, seraient, tout de même, restées sans mari ! Elles auront au moins, l'amour de l'enfant. Et puis, des hommes, pour leur bonheur, épousent tous les jours des mères veuves, divorcées ou célibataires, élevées, aimées souvent les enfants d'un autre. Vous dites que ce n'est pas la même chose, qu'il y a ici une souillure. Permettez-moi de parler crûment. Le rapprochement des sexes est un acte naturel. Il ne devient une souillure physique, pour l'un ou pour l'autre sexe, que si l'un des deux est malsain ; il n'est une souillure morale que pour celui qui l'accomplit dans une intention immorale ; la femme qui se donne pour un intérêt quelconque, est détrempée ; celle qui subit une contrainte, reste pure. Dans ce domaine ou tant de conventions absurdes et impitoyables aux femmes et aux enfants, gouverner l'opinion, il importe de rétablir clairement les idées de bon sens et de justice.

La situation des victimes mariées est infiniment plus délicate. Leur devoir ne dépend point seulement d'elles-mêmes. Il dépend aussi de celui qui sur le code, quand ce n'est point encore à l'autel, leur a juré assistance. Le mari qui fera son devoir, son strict devoir, sera celui qui, dominant la révolte de son instinct, prendra sa femme sur son cœur, avec elle pleurera, avec elle élèvera ; parmi les siens, comme le sien, l'enfant imposé. Si cet homme fut un combattant, il se grandira de cet héroïsme ajouté à l'autre et plus beau peut-être. Si il fut exempt des dangers de la guerre, il songera qu'il paie ainsi sa part de douleur à la patrie.

Ne me dites pas que, dans ces arrangements, il demeurera bien des peines ; je n'en vois aucun qui ne soit douloureux. Et tous les autres joignent aux fatigues de la situation le mal du remords.

Mais toute douleur va s'atténuant, un moraliste plaçant la constance au surant que tout s'arrange ; un moraliste noble affirmant que « nous n'avons pas en nous de quoi souffrir toujours ». Et j'en appelle au plus consolant de nos philosophes, celui à qui tout à l'heure déjà j'étais allusion, à Jean Finot et à son dernier livre *Progrès et Bonheur*, l'intensité et la durée de nos joies et de nos souffrances sont, pour une grande part, dans la dépendance des suggestions que nous recevons des courants d'idées extérieures ou que nous créons en nous-mêmes. J'ai voulu ici réagir dans ma mesure, contre le courant social et actuel qui tend à désespérer les mères victimes de l'outrage et à condamner leurs enfants. Celles qui voudront personnellement s'adresser à nous, nous trouveront prêtes à les soutenir effectivement de toutes nos forces.

Jane Misme

REPOSE DE M. LE D^R LOBIT

L'avortement provoqué est, en simple — et vraie — morale individuelle et sociale, selon toute vraisemblance restera toujours un acte criminel. Les sociétés humaines, jusqu'aux temps actuels, n'ont même pas eu l'idée de le commettre. La loi romaine le punissait de mort.

En outre, il n'est pas sans danger pour la mère, puisque, d'après une statistique récente de M. Boissard, les morts dans les hôpitaux, par suite de l'avortement criminel, ont passé de 7 à 2000, sans compter les états morbides chroniques, locaux ou généraux, qui en sont la conséquence.

Donc, pas d'avortement.

Pour nous, la conduite est bien indiquée. Toutes les mères qui ne pourront pas ou ne voudront pas se charger de l'enfant, devront le remettre aux soins de l'Assistance publique qui, précisément, en l'espèce, ne saura être mieux représentée que par cette « Association nationale pour la protection des veuves et des orphelins de la guerre de 1914 » dont *La Française* vient de nous annoncer la fondation.

Tous ces « indésirés » abandonnés seront traités comme les orphelins nationaux. Les groupements locaux de « l'Association » auront pour mandat d'en assurer le placement sans indication d'origine, — tout comme les Français, — soit dans les orphelins comme celui d'Étretat, soit dans les familles, ainsi que nous l'avons déjà dit, sous la simple indication d'orphelins de la guerre.

Quel plus beau rôle social pour le cœur des Françaises.

D^r Lobit

REPONSES DIVERSES

Une profonde pitié émane de la plupart des réponses qui nous sont parvenues.

Mme Mireille de Mongival cite l'opinion d'un prêtre très libéral, un curé de village qui aurait dit :

« Si une pénitente vient me demander conseil, je suis obligé de l'engager à subir toutes les conséquences du crime odieux dont elle est la victime. Mais si la pauvre femme vient me confesser qu'elle s'est soustraite à ce devoir, je lui donnerai l'absolution ».

Mme Alary-Friant exprime la même indulgence :

« A la femme qui souffre, à la mère outragée, laissons le droit de choisir son remède, nous devons la plaindre, l'absoudre et l'aider ».

Elle affirme la responsabilité de l'Etat vis-à-vis de l'enfant et de la mère.

L'Assistance publique a-t-elle un rôle sacré ; le germe non détruit, l'être humain vivra, la société en profitera à condition qu'il ignore tout de ses origines ».

Mlle Marguerite Berthet met sous la responsabilité du médecin la destruction ou la conservation du germe, c'est repousser toute répression légale vis-à-vis de lui, et de la mère.

On ne peut redouter la création d'un précédent, le cas actuel est une horrible exception ; les lois internationales ont été toutes aux pieds par un ordre barbare, elles conservent toute leur vigueur ; les lois contre l'infanticide et l'avortement ne seront pas abolies parce qu'une mesure d'exception aura été prise ».

Mlle Levray écrit que :

« La plupart de ceux qui naîtront seront atteints de tares alcooliques. Il me semble que l'Assistance publique devrait recueillir les sujets, nous les faire élever à la campagne, ils trouveraient dans la vie agricole une existence utile et deviendraient de bons citoyens français. Ils ignoreraient tout, espérons-le, de leur origine ».

Mlle Suzanne de Gallias envisage fatiguement une solution intriquée :

« Toute femme digne de ce nom commencera par enfanter, n'importe quelle arme, fût-ce un couteau de cuisine, dans la peau du premier agresseur qui l'approcherait se fera tuer par les autres. Si un concours de circonstances malheureuses l'a libérée par surprise, la chose n'est que différée. Rien ne l'empêchera ensuite de choisir son moment pour se venger en venant se compromettre et de se faire libérer à tout jamais du poids de sa personne qui la poursuivrait jusqu'à la fin de sa vie ».

Mlle de Gallias oublie seulement que la femme, étant un être, n'a pas le droit de se défendre et que le faisant elle donnerait prétexte aux pires représailles sur tout ce qui l'entoure.

Les Héroïnes du Jour

A L'ORDRE DE L'ARMÉE

Sœur SAINT-JOACHIM de l'Immaculée Conception, à Anzin Saint-Aubin (Pas-de-Calais) : « toujours fait preuve dans des conditions particulièrement pénibles et sous la menace d'un danger

constant, du plus infatigable et du plus modeste dévouement, consolant et réconfortant les blessés déposés dans sa maison.
(Ordre du 8 janvier 1915).

CROIX ET MÉDAILLES

On télégraphie de Pétersbourg que l'Empereur a décoré la croix de Saint-Georges à une jeune fille, élève de gymnase, Mlle Tylebina, qui, sous des vêtements d'homme, a combattu vaillamment et a été blessée trois fois.

Pour sauver les héritages de nos soldats

Le Secrétaire général de la Ligue des Droits de l'Homme, M. nous communique la note suivante et veut bien nous écrire : « C'est dans votre journal que nous avons trouvé les éléments de cette intervention ». *La Française* est heureuse de voir là un nouvel et important effet de l'article publié ici sous la signature Jean Dax. Cet article a été d'autre part plusieurs fois reproduit ou cité dans la presse.

Lettre de M. Ferdinand Buisson, président de la Ligue des Droits de l'Homme, aux Ministres de la Justice.

Monsieur le Ministre,

En vue de prévenir les inconvénients économiques qui résultent du partage en cas de succession entre les héritiers, par application de l'article 845 du Code civil, le Parlement a voté diverses lois dont l'objet est d'autoriser l'indivision du bien familial entre la veuve et les enfants. On a pensé qu'il y avait intérêt à favoriser l'institution de biens à l'abri des fluctuations, par imitation de la législation de certains pays étrangers qui en avaient tiré d'excellents avantages.

Il s'agit des lois du 12 avril 1906, du 10 avril 1908 et du 12 juillet 1909. Il ne s'agit pas de ces textes, mais d'en rappeler seulement les règles en vue de leur application aux circonstances présentes, suivant la suggestion qui en a été faite par un article du journal *La Française* (N° du 15 décembre 1914).

Aux termes de l'article 8 de la loi du 12 avril 1906, le maintien de l'indivision peut être demandé pour une durée de cinq ans et même de dix ans dans un cas par les héritiers, conjoint survivant et enfants du propriétaire décédé, d'une maison dite à bon marché. On voit l'utilité de cette indivision pour les petits biens ruraux qui ne peuvent être divisés fractionnement.

D'autre part, la loi autorise la reprise de la maison, sans enchères ni formalités, au profit d'un des héritiers quelconque, soit sur la désignation du *de caput*, soit sur la désignation du sort ou de la famille, sous la présidence du juge de paix.

Que le législateur a voulu éviter, c'est la vente à vil prix, c'est la perte, au profit de spéculateurs étrangers, des efforts et des sacrifices que le propriétaire a faits et consentis en faveur des siens ; il a voulu aussi éviter aux petits propriétaires les frais des procédures de partage et de licitation qui grèvent en particulier les successions de mineurs.

Ne vous semble-t-il pas, Monsieur le Ministre, qu'il y aurait lieu de rappeler ces dispositions aux juges de paix pour qu'ils les fassent connaître autour d'eux ? La guerre ne donnera que trop souvent l'occasion d'appliquer ces dispositions, si nécessaires surtout en un moment où le resserrement du crédit a déprécié la propriété immobilière. Les familles des mobilisés devraient en être informées de manière qu'elles connaissent cette institution vraiment tutélaire. Une note dans le *Bulletin des Trinités* répondrait à ce vœu.

Aux termes de la loi du 12 juillet 1909, dans le but de constituer à la famille un asile à l'abri des créanciers, toute personne maîtresse de ses droits peut, sous certaines conditions, constituer un bien de famille insaisissable soit au profit des siens, soit au profit d'un tiers. Cette constitution a lieu par testament ou par acte notarié.

Le juge de paix joue un rôle prépondérant dans l'établissement du *bonheur*. C'est lui qui homologue l'acte constitutif, reçoit le consentement de la femme à l'aliénation du bien de famille, ordonne les mesures conservatoires ou de rempli en cas d'expulsion, nomme l'expert en vue d'estimer le bien de famille, ordonne le maintien de l'indivision ; enfin c'est lui qui prononce l'attribution du bien de famille au profit du survivant des époux.

Les faits n'ont pas jusqu'ici répondu aux intentions des auteurs de la loi. Il semble que les circonstances pourraient peut-être inciter les citoyens, victimes de la dépréciation économique, à constituer pour leurs

héritiers des biens qui seraient sous certaines conditions, à l'abri des créances que la guerre augmenterait et aggraverait sans cesse. Ce serait un moyen pour eux d'éviter la ruine, sans d'ailleurs nuire à leurs créanciers. Mais pour leur faire rendre au home- stead son rendement maximum, peut-être y aurait-il lieu de modifier la législation, qui est trop étroite ; on devrait notamment élever de 8 000 à 12 000 francs au moins le chiffre de la valeur du bien de famille insaisissable, et surtout étendre ces excellentes dispositions de prévoyance sociale aux petites successions immobilières et aux petits fonds de commerce dont la procédure pourrait être

remise aux juges de paix, plus expéditive et moins onéreuse.

Il appartient au Gouvernement de prendre l'initiative d'une réforme par la voie législative ; elle serait de nature à rassurer sur le sort de leur famille nos soldats qui ont dû quitter l'un son champ, l'autre sa petite boutique, le troisième la petite maison qu'il a bâtie avec quelques économies et beaucoup de crédit.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le Président,

Ferdinand Buisson.

Les Secours de Guerre et le Bonheur des Femmes

Les lois sociales, nées spontanément au lendemain du bouleversement subit du pays, sont parmi les nouveautés qu'on discute, et même que l'on attaque souvent avec aigreur, quelquefois avec injustice ! Les critiques ne viennent pas, en général, de ceux qui pourraient véritablement constater de visu les abus, s'il y en a, mais de cette partie de la société qui a le temps de juger les coups parce qu'elle se tient en dehors de la lice. Il ne s'agit pas là d'une classe : votre bonne, en faisant la chambre, comme la grande dame rencontrée en visite, ou le vieux monsieur logé au Métro peuvent exprimer leur opinion sur ces nouvelles méthodes d'assistance qui ne semblent pas les satisfaire.

Les femmes, qui, depuis l'heure première du péril national, se sont laissées mobiliser dans les bataillons du Secours municipal, ont trop souvent entendu formuler ces objections pour ne pas sentir le besoin d'y répondre. Leur rôle d'intermédiaire et de parlementaire les désigne tout particulièrement pour recevoir et parler, s'il se peut, les critiques qui vont vers elles qui ne sont pas en mesure de se défendre et qu'elles ont juré d'aider. C'est pourquoi je veux noter ici et ces critiques justes ou fausses, et la réfutation qu'on peut opposer aux secondes.

Il est bon, avant tout, de séparer les deux grands secours de guerre : allocation aux familles de mobilisés, secours de chômage. Bien qu'ils puissent parfois s'appliquer aux mêmes cas, à ce point qu'il faille obligier les intéressés à choisir, ils sont bien différents dans leur esprit et, en général, dans leur application.

L'allocation militaire, son nom seul l'indique, est le paiement d'une dette contractée par l'Etat envers l'homme auquel il demande, non seulement le sacrifice accepté de sa vie, mais encore celui, bien plus dur, de la sécurité matérielle de son foyer.

Quand donc la mère veuve ou âgée, d'un mobilisé, ou sa femme sans ressources, touche 1 fr. 25 par jour, elle reçoit un léger dédommagement de la perte subie du fait de la disparition du gain masculin.

Un léger dédommagement, j'insiste sur cette expression. En effet, en fixant égale- ment à 1 fr. 25 la somme dépensée en temps ordinaire à la maison par celui dont l'armée assume à présent la charge, et en l'additionnant aux 1 fr. 25 de l'allocation, c'est à 2 fr. 50 qu'il faudra évaluer les anciennes journées, dont la plus basse, à Paris, ne descend guère au-dessous de 6 francs. Voici donc un ménage habitué à compter légitimement sur 5 ou 6 francs et qui, subitement, doit s'en tirer avec la moitié à peine. S'il n'y a eu point d'économies immédiatement réalisables, on admettra sans peine qu'il y produira, de façon automatique, un déséquilibre dont on ne se rend pas assez compte.

On s'en rend même si peu compte qu'une des opinions les plus fréquemment exprimées sur cet état de choses se traduit par une phrase extraordinaire comme moi : « Elle est bien plus riche qu'avant ! »

Que si, en réponse, vous faites mesurer à votre interlocuteur la justesse du raisonnement ci-dessus, il vous répond victorieusement : « Oui ; mais il y les 50 centimes par enfant ». De sorte que, par une déformation assez étrange du jugement, vous vous apercevez qu'il en arrive à considérer les enfants non comme une dépense (toujours supérieure aux prévisions), mais un capital dont la rente est de 50 centimes par jour et qui augmente, bien entendu, avec le nombre des enfants. Ah ! qu'à ce compte là une mère de 8 enfants serait dans l'opulence ! La réalité est tout autre. L'enfant dont l'entretien dépassera toujours 50 centimes, est encore un empêchement quand il s'agit de se loger. Nous constatons tous les jours que les grandes familles, bénies du Ciel, si elles font la joie du boulanger, sont aussi l'hor-

reur du propriétaire. J'ai fait moi-même, tout un rayon du quartier de Plaisance pour trouver à une femme de mobilisé, mère de 4 enfants, un logis de 300 à 400 francs, et une seule concierge m'a donné une réponse humaine (malgré qu'on offre de payer le demi-terme d'avance). J'en connais une autre qui, avec ses 5 petits, dont un nouveau né, habite une maison en tôle et bois pour la même raison.

Il y a aussi la délicate question du cumul. Rien dans l'esprit de la loi de l'allocation militaire, n'interdit aux bénéficiaires de travailler, mais quelle jalousie entoure aussitôt celles d'entre elles qui atteignent ainsi un salaire un peu élevé ! La mère de 4 enfants dont je parlais tout à l'heure arrive, par une vie héroïque que je raconterai quelque jour, à se faire 6 fr. 25 par jour, allocation comprise. Et personne ne peut lui pardonner cette inconvenance, voisins, concierge, ni fournisseurs.

Celle là possède un bon mari, sobre et travailleur, et quand elle arrive à faire entrer au foyer le même salaire, elle le remplace véritablement sans qu'on puisse l'accuser « d'être plus heureuse qu'avant ». Cette critique là, qui croit être un jugement, est journellement adressée aux malheureuses, dont le mari « mange » (ce qui veut généralement dire « boit ») un salaire quelquefois élevé. Il est évident que lorsque sur les 6, 7 ou 8 francs, il ne rentre que 2 ou 3 francs à la maison pour nourrir cinq ou six personnes, c'est la misère noire, à laquelle le régime de l'allocation fait succéder un demi bien-être matériel et un immense soulagement moral. Disons le mot malgré sa trivialité : c'est un débaras. Et tant mieux, mille fois tant mieux, si la femme et les mioches de quelques misérables, indignes d'être maris et pères, trouvent un allègement et un répit à leurs souffrances ! C'est, non pas comme une inconvenance mais comme une réparation du sort qu'il faut envisager cette conséquence de la loi juste de l'allocation.

Je parlerai dans le prochain numéro du secours de chômage

Odette Bussard.

Activité féminine à l'Étranger

La transformation des jeunes mondaines EN ANGLETERRE

Nous recevons les notes suivantes d'une Anglaise qui vit de très près les milieux artistiques de Londres et les connaît bien :

Que la guerre soit un mal, nul ne le conteste ; cependant il devient chaque jour plus clair que de ce mal, quelque chose de beau se prépare à naître.

C'est une part plus visible qu'en ce qui concerne la jeune fille du monde, dont l'attitude envers la vie a subi un changement radical.

Avant la guerre, cette charmante personne ne songeait qu'à jouir de la société de ses dansours favoris, à Londres ; ou à chasser le cerf en Ecosse ; ou à hiverner sur la Riviera. Et si par hasard ses pensées se portaient sur ses devoirs envers sa famille, ou envers son prochain, — sur sa culture artistique, musicale ou littéraire — sur le bien que l'on doit faire aux classes moins heureuses, le plaisir n'en restait pas moins le motif essentiel de son existence. Et cela tout au contraire de ses congénères françaises (du moins, celles que j'ai connues) qui continuent à étudier par plaisir après que les jours de travail obligatoire sont passés. Il est vrai de dire que le système d'enseignement est bien meilleur en France ; ici, le professeur se croit obligé de déverser son savoir dans le gosier de l'élève, au lieu de le faire boire à la coupe.

Quel changement en ces jours de guerre ? Les jeunes filles, pour la plupart obéissantes,

Le désir de se rendre utiles, affluent vers les œuvres où la difficulté est plutôt de choisir leur aptitude, et de canaliser leur ardeur. Mais il y a des branches variées.

Parlons d'abord des infirmières. Il faut remarquer l'hôpital de Londres pour les facilités qu'il offre aux infirmières bénévoles, leur ouvrant ses portes, jusque-là, si jalousement gardées, leur permettant de réduire à quelques semaines le stage de trois ou quatre ans qui est généralement obligatoire. Ces jeunes filles deviennent ainsi aptes à aider les infirmières de profession, et elles acceptent de tout cœur un rôle subalterne, le seul qu'elles puissent réellement remplir pour le moment, mais elles y rendent de véritables services : faire les lits, changer les malades, faire des enveloppements, des toilettes, épousseter les salles, servir les déjeuners, prendre la température.

Celles que leurs études ont pourvues d'un savoir solide en français servent d'interprètes dans les hôpitaux pour les Belges. Car il s'agit de faire comprendre aux docteurs les symptômes éprouvés par le patient, sans fatiguer celui-ci par des questions et des explications répétées.

La Guilde de la Reine Marie offre aussi une carrière à l'activité de milliers de femmes en Angleterre. On y fait des vêtements de toutes sortes pour les soldats, les marins et leurs familles, les réfugiés belges et les hôpitaux. Les jeunes filles font chaque jour à Saint-James Palace leur service journalier de cinq ou six heures, elles défont des paquets, les classent et les refont, ou s'emploient comme secrétaires.

Une autre occupation consiste à vêtir les familles d'officiers. Un propriétaire de Londres a donné à cet effet son immeuble situé dans un des grands squares. Bien des personnes riches qui ont eu des deuils, envoient leurs vêtements de couleur, dont la réflexion occupe ainsi des couturières en chômage.

Beaucoup de femmes du monde fournissent à un travail très apprécié, toujours à raison de cinq ou six heures par jour; et celles qui ont su diriger leurs femmes de chambre, pour leurs propres toilettes, savent en ne peut mieux diriger ces ateliers du haut en bas de la grande maison.

Dans chaque ville d'Angleterre, il y a aussi des comités de secours fondés par les municipalités. Ces comités emploient des dames de bonne volonté pour rechercher les pauvres honteux, et vérifier l'exactitude de chaque cas. L'Etat secourt directement par ses allocations les femmes et les enfants des soldats et marins. Mais ces comités reçoivent des offrandes volontaires pour les personnes dont les soldats et marins étaient les soutiens, ou celles dont l'emploi a été supprimé par suite de la guerre.

S'occuper des réfugiés belges, qui sont répandus dans tout le sud de l'Angleterre, les loger et les distraire, voilà à quoi s'adonnent des centaines de femmes, elles cherchent aussi tous les moyens possibles de faire sortir l'argent des poches! Oxford, à lui tout seul, cette petite ville de troisième ordre au point de vue de la population, n'a pas fourni moins de 45.000 francs en un seul jour, par la vente dans les rues de rosettes en papier, aux couleurs belges.

Ce qui fait surtout remarquer dans toutes ces œuvres de guerre, c'est le grand progrès qu'elles marquent au point de vue pratique. On a pris toutes les précautions possibles pour bien répartir les fonds, et démasquer les imposteurs. Pour des organisatrices de bonne volonté, la chose est à signaler.

Esprons que l'impression durera; des jeunes filles qui ont participé à un effort aussi sérieux en recevant une empreinte durable et le type « papillon », va, sans doute disparaître de la face féminine, laissant la place à des femmes aussi gaies et charmantes, peut-être, mais avec, en plus le charme d'un fonds sérieux.

La Reconstruction des Cités détruites par l'ennemi

La Française a réclamé que les femmes aient leur place dans les organismes de secours et se créent en vue du relèvement des ruines de la guerre. Nous ne perdons pas de vue le rôle que la logique même des choses et le souci de l'intérêt national assignent en ceci aux femmes, et nous tiendrons de notre mieux nos lecteurs au courant de l'état de la question. Nous donnons aujourd'hui un article d'un architecte bien connu, qui ne laisse indifférent aucune possibilité de progrès social, et qui, déjà, a pris une part importante au mouvement en faveur des habitations à bon marché. Il veut bien nous dire en son nom pour le moment les choses, et donner son avis sur notre pensée d'y faire participer les femmes.

D'autre part, le Collège Libre des sciences sociales donne sur le même sujet, et sous le titre l'Urbanisme, une série de conférences. La première a été faite par M. Risler, l'auteur du rapport au Musée social que nous avons signalé. Nous en publions un résumé.

C'est là un sujet d'actualité. La grande Presse a déjà consacré de nombreux articles à cette question. L'Alliance d'hygiène sociale, la Société de Médecine publique et de Génie sanitaire, les Sociétés d'Architectes, et encore beaucoup d'autres groupements, l'ont mise à l'ordre du jour de leurs délibérations.

De ce concours de compétences ne peut naître que d'excellents projets.

Mais s'il est indispensable de ne pas s'engager à l'aventure dans ces travaux de reconstruction, il est nécessaire cependant d'aller vite.

Du 6 au 12 septembre, toute une zone, qui a beaucoup souffert de la bataille, a été évacuée et, espérons-le, définitivement.

Où en est-on dans ces villages de Seines-et-Marne, Marne et Meuse, dont quelques-uns ne sont plus que des monceaux de débris?

A notre connaissance il n'y a été rien fait de définitif.

Comment peut-on concevoir l'organisation rapide de cette œuvre urgente?

Tout d'abord, il faut distinguer entre les Villages et les Villes.

Dans ces dernières, existe généralement un service technique capable de parer au plus pressé, et si ce service a besoin de recourir aux conseils d'en haut pour des modifications importantes de tracés de rues ou des réfections de monuments, il lui est possible d'organiser un service de bâtiments.

De plus, le système des indemnités aux sinistrés peut, dans beaucoup de cas, être appliqué de façon à permettre à l'initiative privée de s'exercer librement.

Mais les toutes petites villes, les petits villages où l'autorité administrative est rudimentaire, quel sentiment d'impuissance éprouvent leurs habitants devant ce chaos?

Inaptes à ce travail de restauration, peuvent-ils avoir encore le souci d'une logique rectification des voies, appliquer sans erreur la loi sur l'hygiène et conseiller tout cela avec le respect des intérêts privés?

Le Village ne peut se relever seul de ses ruines. Créons donc sans tarder une nouvelle armée, dont l'arme principale sera la truelle, et dont les éléments n'auront pas l'obligation de passer devant le conseil de révision.

Architectes, ingénieurs, géomètres, entrepreneurs, conducteurs et chefs de chantiers, quel que soit leur âge, formeront les cadres de ces cohortes régionales dont les masses seront constituées par les réfugiés aidés des prisonniers de guerre.

Cette armée sera-t-elle placée sous l'autorité du ministre de la Guerre, de celui des Travaux Publics ou des Finances?

C'est aux pouvoirs publics à le décider, chacune de ces administrations étant intéressée à la surveillance de ses actes : la Guerre, pour le maintien de l'ordre; les Travaux Publics, pour assurer l'observation des lois et règlements sur la construction; les Finances, pour les avances pécuniaires. Le département de la Justice, représenté par les notaires, avoués, avocats, s'occupera de la protection des intérêts communaux et particuliers.

Et cela peut s'organiser rapidement; il suffit, en haut lieu, d'avoir l'esprit d'initiative et d'organisation. La bonne volonté ne manquera pas, elle est même toute prête.

Les grandes Sociétés pourront continuer à étudier les questions plus délicates se rattachant à la reconstruction des plus grandes agglomérations.

Peut-être sera-t-il nécessaire de réunir les délégués des différents groupements.

Dans ce cas, qu'il me soit permis d'exprimer un souhait.

Dans une grande Commission, qui fut constituée pour lutter contre la dépopulation, étaient désignées beaucoup d'autorités masculines, mais pas une seule femme.

Esprons qu'on se rappellera, au moment opportun, qu'en matière de reconstruction du foyer, aussi bien que pour la repopulation, la Femme a voix au chapitre.

Libage.

Conférence de M. Risler à la Société Centrale des Architectes sur l'Extension et la reconstruction des villes.

Ce qu'on a appelé l'urbanisme, la création de plans de villes nouvelles, n'était guère en ces dernières années qu'une mode artistique, un jeu où brillèrent d'ailleurs au premier rang nos architectes français, titulaires de presque tous les prix des concours internationaux; aujourd'hui cela devient une science nécessaire. Les villes ne peuvent naître, grandir et se développer, ni être reconstruites au hasard. Chacune est un organisme comparable à celui d'un enfant et demande une sollicitude aussi constante et raisonnée. L'idée de faire des plans d'extension des villes, née en France, appliquée sous Henri II, Henri IV, Louis XIV, au XVIII^e siècle, et systématisée par la Convention dans le très utile plan des artistes de 1793, semble avoir subi chez nous une éclipse, tandis qu'elle se développait magnifiquement à l'étranger.

C'est surtout la question des espaces libres, indispensables à l'hygiène, qui laisse à désirer ici. Jadis, chaque petite ville française avait son *mail*, mais depuis, on semble perdre de vue la nécessité de ces espaces. C'est ainsi qu'à Paris on a loti la moitié du Champ de Mars, et qu'il a été question de vendre une partie des Tuileries; que certaines écoles de province n'ont pour cour de récréation que le cimetière, etc. Si l'on compare la France avec la Belgique, où, avant le passage des Barbares, chaque ville étendait et s'agrandissait régulièrement, suivant un plan élaboré par des hygiénistes et des artistes, avec l'Angleterre, les Etats-Unis surtout, où des terrains furent achetés 2.500 francs le mètre pour créer des squares, avec l'Allemagne enfin, hélas! la comparaison n'est pas à notre avantage. Les emplacements libres occupent à Londres 150 0/0, à Berlin 100 0/0, à Paris seulement 41-20 0/0 de la superficie. Certes, l'hygiène des villes allemandes, leur régularité au cordeau, leurs traces indélébiles ne vaudront jamais le charme de tant de vieilles cités flamandes détruites, et on a pu dire plaisamment que la plus grande punition à infliger aux Berlinois serait de laisser leurs monuments en l'état, afin qu'ils puissent éternellement se repaître de leur laideur. — (oubliant toutefois que cette punition ne ferait en réalité souffrir que les gens de goût, c'est à dire le reste du monde).

Où les Berlinois ne sont pas non plus à l'abri d'un tel sort, c'est dans leur disposition systématique par quartiers : riches, pauvres, administratifs, commerciaux, etc. François Miron disait à Henri IV : « Il ne faut pas mettre les petits d'un côté, les gros et doux de l'autre; il vaut mieux mélanger. » C'est ce mélange qui oblige chacun à se rappeler que les uns et les autres existent.

M. Risler pense qu'aux commissions chargées de l'agrandissement et de l'embellissement des villes, outre les architectes, les délégués du préfet, etc., il faudrait adjoindre des citoyens dévoués qui aiment leur ville et en connaissent les beautés. Nous y ajouterions quelques citoyennes également dévouées, aimant leur ville et mieux au con-

rant que personne des inconvénients de l'absence de squares et de l'insalubrité des demeures.

Il est urgent que dès maintenant on dresse les plans en vue de la reconstruction et de l'extension des villes. Il faut que du mal terrible qu'est la guerre, sorte du moins un bien, et qu'on ne rebâtit pas des taudis, des maisons de six étages dans des rues de 4 mètres de largeur; il n'est pas indifférent que la jeunesse française grandisse dans un milieu salubre et dans la contemplation journalière de belles œuvres d'art. Par cette beauté des villes s'affirme la volonté de tout un peuple de s'élever, et c'est pourquoi elle est pleine de résultats moraux.

ÉCHOS

Mme Delcassé a écrit aux Mauriciennes qui ont envoyé des vêtements confectionnés par leurs soins, aux victimes de la guerre.

« J'ai perdu jadis une vieille amie mauricienne qui me parlait toujours de sa chère île des larmes aux yeux. Par elle j'ai connu les mœurs patriarcales de nos compatriotes, leur bonté, leur générosité. Je vois que ces traditions sont toujours en honneur à Maurice, qu'on n'y a pas oublié la vieille chère patrie. »

Mme Bapst, femme du ministre de France à Copenhague, a pu réunir, tant parmi la colonie française du Danemark que parmi les Danois sympathiques à la France, une quantité considérable de vêtements chauds destinés à nos soldats.

Quinze grandes caisses contenant plus de quinze cents tricotés, onze cents paires de chaussettes, dix cache-nez, paste montagues, mitaines, etc., sont parvenues au ministère des Affaires étrangères.

Le contenu a été réparti en paquets séparés et envoyé aussitôt au front par l'intermédiaire de l'œuvre de Mme la comtesse Joachim Murat.

La générosité de nos amis en Danemark est une marque de sympathie qui doit nous être particulièrement précieuse et qui sera pleinement appréciée en France.

Mme Jane Caille-Mendes s'embarquera le 7 février pour l'Amérique, où elle fera une série de conférences sur la guerre, au bénéfice des blessés français et belges.

Notre confrère le *Courrier Colonial* proteste contre la suppression de la pension de 3.000 fr. que le gouvernement français servait à la descendance des souverains de Tahiti.

L'ŒUVRE DE SECOURS PUBLIQUE ET PRIVÉE A PARIS ET EN PROVINCE

POUR LES SOLDATS CONVALESCENTS

Il faut créer une concurrence aux débits de boissons

Peut-être quelques lectrices de *La Française* auront-elles, comme nous, remarqué dans le *Temps* du 1^{er} février une lettre, signée par un docteur allemand, le Dr E. Coulonjon, sur la question, urgente entre toutes, de l'alcoolisme et des dangers qui en résultent pour nos soldats? Dans cette lettre, qui devrait trouver un écho dans le cœur de tout Français, l'auteur tzigane, en particulier, sur le péril qu'offre pour nos soldats convalescents, rentrent dans leurs dits après le séjour à l'hôpital ou à l'ambulance, le grand nombre des débits qu'ils trouvent à chaque pas dans leurs promenades à travers nos villes. Plus tentées que d'autres encore, du fait des privations subies, affaiblis par la maladie, ils sont dans un état de moindre résistance, et l'alcool devient pour eux un véritable poison dont les ravages sont rapides.

C'est, d'après notre auteur,

« le retour à l'équilibre physique retardé, comme promis; c'est l'excitation malsaine d'une pneumonie, d'une congestion cérébrale grave, parfois fatale (plusieurs cas observés récemment dans une ville de l'Ouest) ayant présenté le tableau clinique de la méningite cérébro-spinale épidermique, des méninges, des méninges, des méninges, et même, m'a-t-on dit, des troupes, prêtes à partir pour le front, retournées ». C'est surtout, très rapidement, le point de départ de la désintégration mentale, l'humeur devient excitable, provoquant des colères, des révoltes, de l'insoumission, l'énergie diminue, la volonté s'affaiblit, tout effort est pénible, le sens moral s'atrophie, les instincts mauvais prédominent; le bon soldat devient indiscipliné, pressé, pervers, comment se conduira-t-il lorsqu'il se retrouvera au front? »

On le voit, du reste, on le sait, il n'y a pas seulement la question individuelle, la question humanitaire, qui pourtant devrait déjà suffire à éveiller votre intérêt et votre action. Il s'agit de notre armée, de notre nation, menacées d'un fléau aussi redoutable que l'épidémie.

A ce mal, quel sera le remède? L'auteur de la lettre répond, sans hésiter, à l'usage, en un mot, la fermeture ou, à défaut, la stricte limitation des débits. « Il n'y a pas à se dissimuler, en effet, que les mesures de prohibition de l'absinthe sont manifestement et deplorablement insuffisantes, l'alcool sous d'autres formes se débitant en telle abondance, que les affaires des cabaretiers n'ont subi aucun fléchissement. »

Il faudra donc bien venir aux solutions radicales; c'est dire que « des mesures législatives seules sont capables d'éviter les catastrophes imminentes, et il n'est que qu'une efficace, c'est la limitation des débits. »

Mais alors une question se pose : Où nos soldats, nos convalescents en particulier, leur fils cherchent un abri, un lieu de repos, où se reconforter, causer entre camarades, fumer confortablement enfin? »

Et nous voyez où je voulais en venir et soumettre aux lectrices de *La Française* une idée qui n'est venue en lisant la lettre du Dr Coulonjon.

No pourrions-nous pas créer pour nos soldats des salles abris accueillantes, chaudes, gaies, où ils se réuniraient entre camarades,

Rosa Luxembourg, une des deux socialistes allemandes qui ont protesté contre la guerre et qui devait se présenter le 15 janvier à la prison, est tombée assez gravement malade, à ce point qu'elle a dû entrer dans un hôpital berlinois. Les autorités lui ont accordé une prolongation de délai jusqu'au 31 mars pour son entrée en prison.

Le nouveau sultan d'Égypte a confié à un reporter du *Times* qu'il attache une importance particulière à l'éducation des femmes, par quoi il ne comprend pas seulement l'instruction, mais surtout l'éducation morale et sociale.

VARIÉTÉS

La Petite Fille du Fort Troyon

Sur le plateau, la forêt rose.
Comme un poste avancé se dresse,
Courant vers lui de son canon;
Et, par contraste, sur la berge,
S'élève la petite ancre.
On s'assemble la garnison.

Un beau matin : Alerte ! Alerte !
La porte en geignant s'est ouverte
Sous les rudes coups des obus.
Quel ! C'est l'heure où sans défense,
Les gais petits pions de France
Viennent lampes les bons vins blancs !

Mais dans le tumulte propice
Une ombre légère se glisse,
Pale et grave comme la mort;
Elle grimpe au talus, s'accroche,
Puis crie à voix basse : « Les Boches ! »
Et les soldats rentrent au fort.

Et lorsque, fier de les surprendre,
L'ennemi somme de se rendre,
Fort, commandant et défenseur,
Grâce à l'entrepôt camélin,
La mitraille gronde et fulmine
Et repousse les agresseurs.

Tandis qu'en l'arrière et charmante
Et le jetais dans la tourmente
Sous le sonnet du danger.
Le sang de Jeanne la Lorraine
Battait sans doute dans sa veine,
Petite fille au cœur léger.

Puis qu'on a voulu nous le faire
Et qu'en un regret mystérieux
Ton nom demeure éveillé,
Au moins que ton rapide geste,
Le son de vaillance, nous reste
A jamais sauvé de l'oubli !

Amélie de Nery
MARIEE MARSOVICH

nous pourrions nous adresser à de grands magasins ou à des loueurs, qui nous prêteront une partie du nécessaire.

Il faudra des livres, des journaux. Qui n'en donnera volontiers?

Enfin, pour les achats qui resteront indispensables, il faudra des fonds. C'est la grosse difficulté en temps ordinaire, mais nous savons qu'elle n'existe guère, en ces jours où tous les cœurs et toutes les bourses sont ouverts.

M. J. B.

Chronique des Œuvres et Institutions

Matinée pour le Vestiaire-Ouvroir du XV^e arrondissement.

La matinée au bénéfice de cette œuvre, dont nous avons récemment parlé, aura lieu salle Eolian, 32, avenue de l'Opéra, le lundi 15 février prochain. Les meilleurs artistes de Paris y prêteront leur concours.

On trouvera des billets au prix de 5 francs et de 2 francs chez MM. Durand et fils, 4, place de la Madeleine, et à la salle Eolian.

Cette matinée est organisée par la Présidente du Vestiaire, Mme Derembourg.

C'est par erreur que cette organisation a été attribuée ici à *L'Aide Morale*.

Suffragistes anglaises et françaises.

Un des chefs du Mouvement suffragiste anglais, Mme D. Spad-French, sœur d'un généraliste des armées anglaises, a provoqué cette semaine, à Paris, des manifestations d'entente cordiale; une grande réunion féminine, le mardi 9 février, boulevard des Batignolles, 46; une seconde séance au Musée social, le mercredi 10 février, sous la présidence de Mme de Witt-Schlumberger. Cette dernière a, de plus, réuni chez elle, avec la grande suffragiste anglaise, le Comité de l'Union Française pour le Suffrage des Femmes. Nous reparlerons de ces réunions dans le prochain numéro.

Union Fraternelle des Femmes.

Trois intéressantes séances données le 25 janvier, au Grand-Orient, par l'Union Fraternelle des Femmes.

La Présidente, Mme Amélie Hammer, annonça d'abord, en termes émus, la mort de Mme Gabrielle Chapuis, l'auteur de monologues féministes pleins d'observation, de sensibilité, et celle du capitaine Tisserand, tombé au champ d'honneur. Le capitaine Tisserand était un féministe convaincu, bon, intelligent et d'une héroïque bravoure. Il était le mari de notre dévouée collègue, Mme Tisserand, inspectrice de l'Assistance, qui fit, l'année dernière, une si ardente campagne en faveur du vote féminin, et dont la douleur est infinie.

La Présidente présenta les excuses, exprimées par lettres, de Mmes Isabelle Bogelot, Parrichia de Lommen, MM. Lenoble et Henri Garnier, dans l'impossibilité d'assister à la réunion. — Elle annonça d'importantes conférences qui auront lieu à l'Hôtel des Sociétés Savantes, 28, rue Serpente, les 11, 18, 24 février et le 4 mars, à 4 h. 1/2, faites par Mmes Le Verrier, Bourat, Pauline Lebon et L. Berschvick.

Puis, à propos de féminisme en général et de guerre en particulier, Mme Hammer répéta ce qu'elle a dit depuis longtemps, que c'est aux mères à s'inquiéter à leurs enfants l'esprit de justice, qui consiste à ce que les femmes aient les mêmes droits que les hommes, puisqu'elles sont soumises aux mêmes lois, qu'elles payent les mêmes impôts et que leurs charges sociales sont équivalentes; puis, enfin, qu'il serait équitable de consulter celles qui donnent la vie, quand il s'agit pour un pays de se prononcer sur la paix ou la guerre.

Il a été voté, à l'unanimité, une protestation émanant de Mme Vera Stokoff, contre les atrocités allemandes, pour les délégués sur la situation véritable, et une proposition de Mme Froger-Doudement (au nom de M. Chevalier Marequi, demandant d'envoyer un vote favorable à la réforme préconisée par la partie républicaine démocratique, afin d'obtenir du gouvernement des mesures de sauvegarde pour les petits héritages de nos soldats contre les procédures de partage et de liquidation.

Mme Caroline Hauffmann, dont l'action féministe est bien connue, a fondé au Grand-Orient l'œuvre des Femmes républicaines; vu sa santé précaire, elle a proposé pour la remplacer, comme directrice, Mme Amélie Hammer, qui, sur l'instance de toutes ces dames, a bien voulu accepter cette nouvelle charge, afin, a-t-elle dit, de payer le plus possible son tribut de guerre à la Patrie. Elle convia au travail pressé de l'Ouvroir toutes les personnes présentes ayant des loisirs à consacrer à nos chers soldats.

Puis, Mlle Nelly Roussel donna connaissance d'un article qu'elle fit paraître dans un journal de Lausanne. En termes vibrants, elle flétrit la guerre, ses horreurs et l'inertie des gouvernements qui ne trouvent pas le moyen d'éviter ces fléaux.

Mme Camille Bellon communiqua aussi un magistral article d'elle paru dans *Le Bourgeois*, sur la « glorieuse phalange » des femmes qui se sont héroïquement dévouées depuis le début de la guerre et dont beaucoup ont été victimes de leur dévouement.

Elle donna une longue liste de noms de femmes citées à l'Ordre du jour de l'armée et de celles qui ont été décorées de la Légion d'honneur. Ces noms se trouvent tous dans le Recueil sur l'action des Femmes pendant la guerre que prépare l'Union Française pour le Suffrage des Femmes.

Enfin, la parole fut donnée à la conférencière, l'admirable philanthrope Mme Bérat-Berger, qui avait à traiter le sujet palpitant venu par elle l'Action des Femmes dans les régions envahies.

Tout l'auditoire frémit bientôt au récit des souffrances de guerre dont la conférencière fut témoin à Saint-Quentin, où elle résidait. L'envahissement de cette ville par l'armée allemande fut si comme un mur de fer qui arrêta sur sa haine. Mme Bérat-Berger donna les raisons de son évacuation à Chéroux, où elle fit immédiatement antipatriotique, en fondant deux hôpitaux dont elle prit la direction active autant qu'elle le put.

Son action multiple justifie bien la devise

qu'elle nous cite comme sienne : « La question sociale tient toute dans le verbe aimer. »

Elle fait part de nombreux documents et d'impressions personnelles sur la guerre et l'admirable dévouement des femmes infirmières qui l'ont secourue.

Elle demande que soit fondé un Bureau de recrutement féminin, en vue de pouvoir mettre en action toutes les aptitudes qui pourraient, par cet intermédiaire, faire œuvre utile au pays, tout en se créant des ressources. Elle indique les moyens d'application pratique et désire que ce Bureau soit annexé à l'Union Fraternelle des Femmes.

Mme Bérat-Berger nous invite également à aider le vestiaire de la salle Wagram. Toutes ces œuvres, pour elle, représentent la victoire du féminisme, qui ne pouvait se réaliser alors qu'on était heureux. C'est l'heure de la femme qui a souffert et qui a vu souffrir. La victoire définitive ne sera faite que de nos sacrifices, de notre dévouement et de notre patience. Par la disparition des pères, la femme est devenue à la fois le père et la mère.

L'imminente conférencière a profondément touché son nombreux auditoire et fut chaleureusement remerciée par Mme Hammer, qui annonça son prochain livre : *L'Hygiène générale en temps de guerre et les soins pour tous*, qui est le Manuel pratique des infirmières et des familles. — H. F.

L'Aide Morale.

L'Aide Morale donnera des séances, dimanche 14 février, dans les salles des fêtes des mairies du 1^{er}, du 1^{er} et du 1^{er} arrondissement.

Instituts généraux diplômés.

Assemblée générale de l'Association, le dimanche 14 février, 3, rue Las Cases (Musée social), à 10 h. et, de midi du matin, sous la présidence de Mlle Chaptal.

Pour les Réfugiés.

Joué à 4 février, superbe matinée au profit des réfugiés du Nord et du P.-de-Calais, organisée par Mme Quentin Bernardi, dans les salons prêtés gracieusement par Mlle Passama, de l'Opéra. Parmi le programme, des plus choisis, citons les chœurs de la *Fille de Jephté*, l'*Aria*, de Stradella, exécuté par le dictionnaire Bazelaire d'une façon magistrale. Mlle S. Cardon harpiste, premier prix du Conservatoire, qui joue avec une expression et une virtuosité remarquables. Des fragments de la *Vie de Robespierre*, des *Scènes de la vie de l'Armée*, par Mme Dinocchowski. Nous citons également le plaisir d'entendre Mme Quentin Bernardi dans *Verdine Chénier*, de France, Mlle Melbivier et Jeanne Zorelli, de l'Opéra; Mlle Melvi, du Théâtre Antoine; M. Andrieux, du Conservatoire. Le chœur de l'année, dit avec fougue par M. Jacques Robert; la *Sonata* Polonoise jouée par des artistes de l'Opéra et du Grand Guignol.

Le Parthenon.

Ce ne sont point les ruines du temple décoré par Phidias... Le Parthenon dont il s'agit, est une université mondiale internationale fondée et dirigée par la baronne H. L. Brault. Les lundi, de 2 heures à 7 heures, les membres se réunissent dans ses salons, 11 bis, avenue de Suffren, pour travailler au linge de nos soldats. De 3 heures à 7 heures, conférence, audition poétique et musicale.

Lundi dernier 1^{er} février, M. Demblon, député de Liège, y présidait une intéressante conférence de M. Maurice Wolf, un poète romantique belge, van Hasselt, et des artistes de talent masculins et féminins, complétaient très agréablement la séance.

NOUS AVONS REÇU

De Mme de Witt Schlumberger, contribution trimestrielle au budget de *La Française*.

De M. P. B., contribution au budget de *La Française*.

Pour nos ateliers d'apprentissage, de Mme X... par Mme Isabelle Bogelot, 10 fr.

Maisons Recommandées

ALIMENTATION POUR RÉGIME DIÉTÉTIQUE

FARINEUX, MALTÉS et DIASTASÉS pour Malades, Convalescents, Enfants, Vieillards

PÂTES ALIMENTAIRES

Maison BIGNON-PARLAN, fondée en 1883

5, rue de l'Arche, Paris, Madeleine

Teleph. 303-04

Pâtes alimentaires en tous genres

Riz, Semoules, Tapioca, etc.

Comestibles étrangers

Livraison dans tout Paris. — Expéditions en Province. — Envoi franco du catalogue sur demande.

BIÈRES

BIÈRES FANTA non alcoolisées

Bières spéciales pour Nourrices

Bières de Table

Bières Fines pour Soirées

6, rue Gayot (Paris) — Teleph. 513-82

HORS-D'ŒUVRE

Maison J. PATIN (fondée en 1879), 21